

Sans interdit

LOUIS-GEORGES TIN

La France contre l'Autre

D'OÙ VIENT LE FRANÇAIS ?
- Du latin. »

Voilà ce que répondent mes étudiants de lettres quand je les interroge. C'est l'erreur que tout le monde apprend à l'école. En réalité, le français vient du francien nîmois, avec le picard, le gascon, l'anglo-normand, l'occitan, le provençal, etc., constitue l'ensemble des langues parlées dans la France médiévale. Et le francien vient de la langue romane, elle-même issue du latin. Bref, croire que le français vient du latin, c'est confondre son père et son arrière-grand-père. Mais cette erreur commune, volontairement diffusée par l'école de la République, a permis d'effacer de la mémoire nationale les autres langues de France, reléguées au rang de « patois » indignes, comme si elles étaient le sous-produit du français, alors que c'est le français qui est un sous-produit de ces langues plus anciennes.

Le breton, qui fait partie de ces langues combattues par la République, est au cœur du livre que publie Yvon Ollivier, magistrat et membre de l'Institut culturel de Bretagne, *La Désunion française*. En effet, l'histoire politique des langues régionales, et du breton notamment, permet de mettre en évidence la construction de l'identité nationale en France. Il y a des langues qui meurent, paraît-il ; il y a surtout des langues qu'on assassine. En 1845, le sous-préfet de Morlaix expliquait aux instituteurs : « Surtout, rappelez-vous que vous n'êtes établis que pour tuer la langue bretonne ! » En 1925, Anatole de Monzie, ministre de l'instruction publique, affirmait : « Pour l'unité linguistique de la France, il faut que la langue bretonne disparaisse. » C'est au nom de l'« efficacité » que La Poste, en 2008, demanda à la Bretagne de franciser les lieux-dits. C'est au nom de la République que Marine

Le Pen s'offusqua de la signalisation bilingue en Bretagne. On vous l'a dit : il faut que meure le breton. Voilà quelques petits faits que rappelle Yvon Ollivier.

Esprit de conquête

Mais l'ouvrage propose aussi une manière nouvelle de lire l'histoire de France. Au-delà de la question bretonne, Yvon Ollivier entend ici repenser toute notre histoire nationale. Comme il l'affirme clairement, « l'universalisme républicain demeure indissociable de la notion de conquête ». Dès lors, la colonisation intérieure, soumettant les identités régionales à la norme parisienne, a été redoublée par la colonisation extérieure, en Algérie, dans le reste de l'Afrique et ailleurs. Comme l'analyse très finement l'auteur, « la France n'a pas colonisé par accident, mais en raison de convictions assumées qui participent de la manière dont elle persiste à se définir ».

C'est donc cette conception de l'identité nationale qui régit encore notre vie aujourd'hui. L'unité a été faite contre l'altérité ; et, comme l'indique l'auteur, « la République porte en ses fondements une mystique de la souveraineté et des dogmes qui s'opposent catégoriquement à la démocratie ». Vue de Paris, la République est peut-être un merveilleux idéal ; vue de Bretagne, d'Alsace, de Provence, des Antilles, des banlieues, des anciennes colonies, etc., elle est souvent une terrible illusion, faite de mépris, de contrainte et de violence.

Il suffit donc de choisir le « bon » point de vue pour sauvegarder les illusions qui nous dominent tous les jours. ■

LA DÉSUNION FRANÇAISE. ESSAI SUR L'ALTÉRITÉ AU SEIN DE LA RÉPUBLIQUE, d'Yvon Ollivier, L'Harmattan, « Questions contemporaines », 260 p., 27 €.

Sans interdit

LOUIS-GEORGES TIN

La France contre l'Autre

D'OÙ VIENT LE FRANÇAIS ?
— Du latin. »

Voilà ce que répondent mes étudiants de lettres quand je les interroge. C'est l'erreur que tout le monde apprend à l'école. En réalité, le français vient du francien, avec le picard, le gascon, l'anglo-normand, l'occitan, le provençal, etc., constitue l'ensemble des langues parlées dans la France médiévale. Et le francien vient de la langue romane, elle-même issue du latin. Bref, croire que le français vient du latin, c'est confondre son père et son arrière-grand-père. Mais cette erreur commune, volontairement diffusée par l'école de la République, a permis d'effacer de la mémoire nationale les autres langues de France, reléguées au rang de « patois » indignes, comme si elles étaient un sous-produit du français, alors que c'est le français qui est un sous-produit de ces langues plus anciennes.

Le breton, qui fait partie de ces langues combattues par la République, est au cœur du livre que publie Yvon Ollivier, magistrat et membre de l'Institut culturel de Bretagne, *La Désunion française*. En effet, l'histoire politique des langues régionales, et du breton notamment, permet de mettre en évidence la construction de l'identité nationale en France. Il y a des langues qui meurent, paraît-il ; il y a surtout des langues qu'on assassine. En 1845, le sous-préfet de Morlaix expliquait aux instituteurs : « Surtout, rappelez-vous que vous n'êtes établis que pour tuer la langue bretonne ! » En 1925, Anatole de Monzie, ministre de l'instruction publique, affirmait : « Pour l'unité linguistique de la France, il faut que la langue bretonne disparaisse. » C'est au nom de l'« efficacité » que La Poste, en 2008, demanda à la Bretagne de franciser les lieux-dits. C'est au nom de la République que Marine

Le Pen s'offusqua de la signalisation bilingue en Bretagne. On vous l'a dit : il faut que meure le breton. Voilà quelques petits faits que rappelle Yvon Ollivier.

Esprit de conquête

Mais l'ouvrage propose aussi une manière nouvelle de lire l'histoire de France. Au-delà de la question bretonne, Yvon Ollivier entend ici repenser toute notre histoire nationale. Comme il l'affirme clairement, « l'universalisme républicain demeure indissociable de la notion de conquête ». Dès lors, la colonisation intérieure, soumettant les identités régionales à la norme parisienne, a été redoublée par la colonisation extérieure, en Algérie, dans le reste de l'Afrique et ailleurs. Comme l'analyse très finement l'auteur, « la France n'a pas colonisé par accident, mais en raison de convictions assumées qui participent de la manière dont elle persiste à se définir ».

C'est donc cette conception de l'identité nationale qui régit encore notre vie aujourd'hui. L'unité a été faite contre l'altérité ; et, comme l'indique l'auteur, « la République porte en ses fondements une mystique de la souveraineté et des dogmes qui s'oppose catégoriquement à la démocratie ». Vue de Paris, la République est peut-être un merveilleux idéal ; vue de Bretagne, d'Alsace, de Provence, des Antilles, des banlieues, des anciennes colonies, etc., elle est souvent une terrible illusion, faite de mépris, de contrainte et de violence.

Il suffit donc de choisir le « bon » point de vue pour sauvegarder les illusions qui nous dominent tous les jours. ■

LA DÉSUNION FRANÇAISE. ESSAI SUR L'ALTÉRITÉ AU SEIN DE LA RÉPUBLIQUE, d'Yvon Ollivier, L'Harmattan, « Questions contemporaines », 260 p., 27 €.